

**CONTINUER A AGIR DANS L'UNITE POUR GAGNER**

*La Commission Administrative Nationale, réunie aujourd'hui, a porté appréciation sur les concessions faites par le gouvernement aux revendications majeures portées par le mouvement. Elle a réaffirmé son opposition au Pacte recherche et à la loi LRU et ses décrets d'application. Elle a adopté un appel que tu trouveras sur [www.snesup.fr](http://www.snesup.fr). Nous publions ci-dessous la partie « Action » de cet appel.*

Le SNESUP réaffirme que c'est le gouvernement, par son refus de prendre en compte la protestation des universitaires et par ses passages en force, qui porte la responsabilité de mettre en cause la fin de l'année universitaire.

Le SNESUP appelle la communauté universitaire à prendre localement des décisions collectives qui ne pénalisent pas les étudiants, et qui sont compatibles avec les actions de grève se traduisant par des interruptions d'enseignement dans le cadre du mouvement. Il dénonce la campagne du gouvernement qui manie les menaces sur la validation du semestre et la répression contre les actions de grève administrative.

La communauté universitaire et elle seule est à même de décider de la façon dont elle entend valider le semestre. Le SNESUP dénonce à cet égard les pressions qui visent à effacer des actions de grève provoquées par les contre-réformes du gouvernement.

Le SNESUP refuse d'entrer dans le piège qui consisterait à opposer poursuite de la mobilisation et validation du semestre.

Le SNESUP appelle à poursuivre les actions dans les établissements par :

- la suspension des responsabilités administratives,
- la grève administrative avec rétention des notes

Alerté par la multiplication des mesures d'intimidation dans les universités, le SNESUP met en place un suivi national des cas de répression antisyndicale et de retenues de salaire (recensement, actions locales nécessaires à l'action nationale, ...). Le SNESUP condamne ces mesures et met en place une caisse de grève.

Le SNESUP met en débat pour la prochaine rentrée :

- l'idée d'une ½ journée hebdomadaire consacrée à l'action,
- le refus des heures complémentaires et de toute modulation à la hausse, accompagné du chiffrage du nombre d'emplois manquants.

Dès maintenant, le SNESUP appelle à faire voter des motions dans tous les conseils :

- contre le passage aux responsabilités et compétences élargies ;
- contre le décret sur les statuts des enseignants-chercheurs, l'actuel projet de réforme de la formation et du recrutement des enseignants, les suppressions d'emploi annoncées et pour des créations d'emploi correspondant aux besoins.

Le SNESUP appelle à participer à :

- la journée interprofessionnelle du 26 mai, à l'initiative des 8 confédérations et fédérations ;
- la réunion publique à Paris « Pour une autre Europe du savoir » du 30 mai organisée par le collectif « Printemps 2010 » ;
- la Marche de tous les savoirs ou « Academic Pride » du 4 juin ;
- la manifestation interprofessionnelle du samedi 13 juin, à l'initiative des 8 confédérations et fédérations.

Il organisera une initiative rassemblant le plus grand nombre de membres de toutes les sections du CNU en septembre.